

LE CICR AU BURUNDI

PLUS DE 50 ANS AU SERVICE DES BURUNDAIS

Le CICR est présent de longue date au Burundi. En effet, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a débuté ses activités au Burundi en 1963, et a ouvert une délégation permanente en 1993 à Bujumbura.

Depuis 2016 nous avons élargi le champ de nos activités à travers le pays sur différents volets, notamment avec des programmes liés à l'amélioration des conditions de détention, la sécurité économique et l'accès à l'eau potable. C'est au travers de divers partenariats clés que nous avons pu collaborer avec les autorités burundaises afin de servir la population vulnérable.

Nos délégués du CICR visitent régulièrement les 11 prisons du Burundi ainsi que des lieux de détention provisoires. Ils s'assurent du respect de l'intégrité physique et psychique des personnes privées de liberté conformément au droit national et international. Les délégués évaluent les conditions de détention et le traitement accordé aux détenus et en discutent de manière confidentielle avec les autorités compétentes. Ce travail est basé sur la



confiance réciproque, la confidentialité et la neutralité du CICR.

Le CICR travaille avec la Regideso sur un programme d'augmentation de l'approvisionnement en eau de la capitale. Ce projet dessert la zone urbaine ainsi que la zone rurale.

En 2016, le CICR a développé un programme de sécurité économique pour la première fois. Dans un projet pilote, environ 300 femmes cheffes de foyer en situation précaire ont bénéficié d'une assistance

afin de développer des petits projets économiques. En 2017 ce programme est reconduit et élargit.

Pour mieux faire connaître les activités du CICR et assurer leur compréhension par les autorités et la population, le CICR organise régulièrement des séances de présentation ou des formations auprès des autorités administratives, des jeunes des différents partis politiques, des militaires, des policiers et des membres du service national des renseignements.

Je suis certain qu'en 2017 nos programmes de protection et d'assistance humanitaire à la population continueront à être pertinents et utiles.

Bonne lecture !

Philippe Beauverd

Chef de la Délégation de Bujumbura,
Burundi



CICR

THÉRÈSE, MÈRE ET VEUVE, LANCE SON RESTO “PARAPLUIE”

“Depuis novembre dernier, mes enfants mangent à nouveau trois repas par jour”, se réjouit Thérèse, veuve depuis plus d’un an.

Cette mère de 34 ans avait appris sur le tas à bien cuisiner. En 2015, Thérèse a perdu son mari et a dû abandonner le petit restaurant qu’elle tenait avec lui. *“Je me suis installée avec mes 5 enfants chez une veuve dans le quartier de Kamenge, à Bujumbura. Elle nous a prêté une chambre et partageait son seul repas quotidien avec nous”,* raconte-t-elle.

Avec un bon sens des affaires, Thérèse débordait d’idées pour commencer un commerce mais n’avait pas les moyens de se lancer : *“J’observais comment d’autres femmes faisaient le commerce de légumes et de fruits, et je réfléchissais à ce que je pourrais faire moi-même”,* se souvient-elle.

Un jour, les voisins de Thérèse rencontrent Gonzague et Bosco, des volontaires de la Croix-Rouge du Burundi (CRB), lors d’un recensement de femmes veuves qui sont dans l’incapacité de faire vivre leur famille. En effet, le CICR, en collaboration avec la CRB, lance un programme de « *cash conditionnel* » permettant à ces femmes de démarrer un projet garantissant un meilleur revenu. Les voisins leur parlent de Thérèse et de sa situation difficile. Peu après, Thérèse présente son projet de restaurant et elle est rapidement sélectionnée pour le programme.

Grâce à une somme de 200’000 FBU, elle ouvre son premier petit restaurant non loin de chez elle que ses nombreux clients appellent “Ku Mutaka” (Le Parapluie). Il se trouve bien positionné à côté d’une

station taxi-vélo. Le succès de son petit déjeuner est bientôt retentissant. Le matin elle vend près d’une centaine de plats. Les conducteurs de taxi-vélo font la queue pour manger du manioc, des haricots, du riz et des patates douces. Après quelques temps, Thérèse a également pu ouvrir un deuxième restaurant dans le marché de Kamenge, sous un toit. Elle y sert le petit déjeuner et le repas de midi.

Tous les jours, dès 4h30 du matin, Thérèse s’affaire dans sa cuisine. Quelques personnes l’aident en mettant la main à la pâte. Ses casseroles mijotent pendant deux heures avant qu’un jeune conducteur de taxi-vélo ne les embarque encore chaudes pour les placer sous le fameux parapluie. Les clients défilent dès 7h30, et gare aux retardataires, les casseroles sont souvent vides une heure plus tard!

Depuis qu’elle peut nourrir ses cinq enfants trois fois par jours et leur acheter quelques fournitures scolaires ou des médicaments, Thérèse est rassurée. Grâce aux petites économies qu’elle parvient à rassembler, son rêve est de devenir grossiste en légumes en se rendant régulièrement à Gitega, pour ensuite revendre choux et manioc aux marchands de Kamenge. Entre-temps, Thérèse prodigue volontiers des conseils à d’autres femmes en difficulté. Elle se réjouit de pouvoir finir sa journée de travail en buvant un thé chaud au lait avec ses enfants, alors qu’elle pense déjà au menu du lendemain.

Voir la galerie photo du Resto “Parapluie” de Thérèse sur <http://bit.ly/cicrBUR003>

JEANNETTE VEND DU GRAVIER DE LA RIVIÈRE KANYOSHA

La vie de Jeannette et de ses trois enfants s’est également améliorée grâce à ce programme du CICR. Avant de perdre son mari, Jeannette faisait le commerce de légumes à Kanyosha. Mais un jour, elle aussi a tout perdu et a été obligée de partir vivre avec ses enfants dans des maisons en cours de construction. *“Désormais, grâce au commerce de graviers que j’ai pu entreprendre, j’ai loué une chambrette et mes enfants ont droit à trois repas par jour”,* raconte-t-elle avec un sourire. Jeannette a déjà économisé un peu d’argent dans une banque de microfinance locale. Son rêve est d’acheter une parcelle et de construire sa propre maison.

ECONOMIES ET TROIS REPAS PAR JOUR

Près de 300 femmes cheffes de foyer sélectionnées pour ce programme avaient toutes perdu leur source de revenu. Elles ont des enfants à charge qu’elles avaient du mal à nourrir. Par rapport à l’évaluation initiale qui avait révélé un fort taux de malnutrition chez ces enfants, Aurélie Grangé, responsable du département « sécurité économique » à la délégation du CICR au Burundi, explique avoir mesuré une évolution positive dans le niveau de vie de ces familles. *“Ce programme a permis à ces femmes et à leurs enfants de passer, pour certains, d’un repas à trois repas par jour. Plusieurs femmes ont déjà réussi à économiser et se disent prêtes à réinvestir pour agrandir leur projet”.* Une fois leur projet accepté, les femmes ont d’abord touché une somme de 130’000 FBU, complétée quelques semaines plus tard par 70’000 FBU.



Quelques personnes aident Thérèse (en rouge) avec le transport des casseroles vers le restaurant “Parapluie”



Les chauffeurs de taxi-vélo de la station attenante prennent leur petit déjeuner au restaurant “Parapluie”

VERS UN RENFORCEMENT DE LA GESTION DES DÉPOUILLES MORTELLES

Les désastres et les situations d'urgence entraînent des conséquences humanitaires importantes, et parfois des pertes en vies humaines. Karoliina Viita, coordinatrice en charge des activités Protection à la délégation du CICR au Burundi, souligne que dans ces situations *"Il est extrêmement important, aussi bien pour les familles que pour les communautés affectées, que les morts soient récupérés d'une manière rapide et dans la dignité, afin de pouvoir être mieux identifiés et restitués à leurs proches en deuil"*.

Les autorités burundaises, dont la gestion adéquate des dépouilles mortelles constitue une des responsabilités essentielles, ont participé à plusieurs formations afin d'être en mesure d'apporter la réponse la mieux adaptée dans ce type de situations dramatiques. Ces formations, organisées par le CICR en étroite collaboration avec la Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes, ont été dispensées aux Ministères de la Santé, de la Solidarité, de

la Sécurité Publique, de la Défense et de la Justice ainsi qu'aux volontaires de la Croix-Rouge du Burundi (CRB).

Suite à ces formations, la Plateforme Nationale a organisé un atelier fin 2016 à Gitega pour la mise en place d'un Comité Technique National de Coordination de la Gestion des Morts. Cette réunion a donc permis de définir les bases d'une stratégie de gestion des morts dans le cadre de l'actuelle Stratégie Nationale de Gestion des Catastrophes. Depuis lors, la Plateforme Nationale est dotée d'un nouveau « Groupe Sectoriel de Gestion des Dépouilles Mortelles » dirigé par le Ministère de la Sécurité Publique et soutenu par différents partenaires dont la CRB et le CICR.



Borne fontaine d'eau potable réhabilitée par le CICR

RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU A BUJUMBURA

Afin d'assurer l'accessibilité à l'eau, une ressource essentielle et vitale, le CICR a soutenu la Regideso en renforçant le réseau d'eau de la capitale et en pérennisant l'accès à l'eau dans une partie de la province de Bujumbura rural. Dans le cadre de ce projet, le CICR a réhabilité des bornes fontaines et a réalisé des protections contre l'érosion. Les constructions autour des systèmes d'alimentation en eau étaient mises à rude épreuve par le temps et le ravinement.

Pélagie vit sur les hauteurs de Kanyosha, en haut de la colline Kabumba. Elle

raconte que les habitants utilisaient de l'eau trouble : *"Toute la population de notre localité s'approvisionnait dans la rivière Kanyosha, ce qui causait des maladies liées à l'hygiène"*.

Un peu plus bas sur la colline, Béatrice, une vendeuse de noix de palme, soutient que la réhabilitation a été très utile aux habitants des collines qui surplombent la capitale. Elle raconte que sa principale cliente, une fabricante d'huile de palme, a déplacé sa petite usine pour être plus proche du point d'eau au débit maintenant régulier

et constant. Avant la réhabilitation de cette borne fontaine, il fallait parcourir une longue distance à la recherche d'eau pour fabriquer l'huile. *"Désormais, je suis très contente parce que nous vendons les noix de palme de manière régulière à la petite usine et nous gagnons notre argent sans trop de peine"*, affirme-t-elle avec un sourire.

D'après Karl Lellouche, responsable CICR du projet, les points d'eau étaient dans un état de délabrement avancé. Suite à cette intervention, la population vulnérable des collines surplombant Bujumbura aura un accès à l'eau potable sécurisé pour les prochaines années. Karl souligne que la Regideso et la communauté locale seront en charge de la gestion de ces points d'eau réhabilités.

FAITS ET CHIFFRES 2016

FAMILLES SÉPARÉES

120 demandes de recherches familiales traitées, initiées du Burundi et de l'étranger, dont toutes ont permis de rétablir le contact entre les personnes recherchées et leurs familles

6 355 Messages Croix-Rouge (MCR), composés uniquement de nouvelles familiales, collectés et **7877** distribués entre les membres de familles séparées

1 368 Enfants Non-Accompagnés (ENA) burundais ont été enregistrés par le CICR au Burundi, Rwanda, en RDC, Ouganda, Zambie et Tanzanie

215 parmi eux ont été réunifiés avec leurs familles par le CICR, dont **20** au Burundi et le reste inter-camps en RDC, Ouganda, Tanzanie et au Rwanda

PERSONNES VULNÉRABLES ET COMMUNAUTÉS AFFECTÉES

288 femmes cheffes de foyer ont reçu les moyens leur permettant de redémarrer une activité génératrice de revenu

300 personnes, identifiées à Bujumbura comme vulnérables, employées pour des travaux communautaires contre une rémunération leur permettant de couvrir leurs besoins de base

6 000 habitants d'un village dans la province de Makamba ont accès à l'eau potable suite à la réhabilitation d'un captage de source grâce au travail de la CRB et à la collaboration financière, matérielle et technique du CICR

875 personnes dans le camp de Carama accèdent à **36** latrines, **18** douches et à du matériel d'hygiène (en partenariat avec la CRB)

4 530 déplacés bénéficient de latrines et de traitement de l'eau suite aux inondations dans le site de Gatumba à travers un soutien matériel du CICR à la CRB

PATIENTS ET PERSONNEL MÉDICAL

2 hôpitaux à Bujumbura (CMCK et HMK) ont bénéficiés des travaux d'amélioration de l'asepsie des blocs opératoires

3 989 patients ont eu accès aux services de kinésithérapie et de réhabilitation physique au centre orthopédique Saint Kizito

191 personnes du milieu médical, dont les aides-soignants, staff médical et ceux qui travaillent aux blocs opératoires de l'HMK et du CMCK, ont été formés sur l'hygiène, l'asepsie, la stérilisation et la gestion de déchets biomédicaux

420 élèves de **14** écoles secondaires formés aux Premiers Secours par la CRB dans les provinces de Gitega, Muyinga, Cankuzo, Karusi, Ruyigi, Bururi et Kirundo grâce au financement du CICR

204 kits de Premiers Secours et **30** brancards remis à la CRB permettant de traiter près de **2 000** personnes

25 points focaux de la CRB formés en Premiers Secours et gestion des catastrophes, et la capacité de réponse à l'urgence a été renforcée pour **85** volontaires

PERSONNES PRIVÉES DE LIBERTÉ

2 216 détenus, dont des femmes et des mineurs, visités et suivis individuellement

481 familles informées par téléphone de la localisation de leur proche détenu

~10 000 détenus des onze prisons du Burundi ont reçu des vivres (farine, haricots, huile de palme et sel)

~1 000 détenus de six prisons bénéficient actuellement de jardins pénitenciers avec divers légumes afin de compléter leur alimentation

5 122 détenus bénéficient de la réhabilitation des infrastructures carcérales dans les prisons de Rutana, Muramvya, Bururi, Gitega, Ngozi Femmes et Muyinga, ainsi que dans les cachots de Bururi et Karuzi

FORCES DE L'ORDRE ET DE SÉCURITÉ

480 officiers de police ont participé aux sessions sur les règlements et standards internationaux applicables à leur travail en lien avec les procédures d'arrestation, de détention et d'usage de la force

200 policiers appelés à une mission internationale en RCA ont été formés aux normes internationales du maintien de l'ordre

2 800 hommes des bataillons appelés aux missions internationales de l'AMISOM et la MINUSCA ont été formés en Droit International Humanitaire (DIH)

220 recrues des écoles et centres de formation militaire de Mutakura, Mwaro, Mabanda et Bururi ont été formés au DIH

160 officiers de la Force de Défense Nationale (FDN) opérant à Bujumbura et dans deux régions militaires en province ont été formés au DIH et à d'autres sujets liés (usage de la force et des armes à feu, maintien de l'ordre)

60 représentants des associations d'anciens combattants ont suivis une séance sur le DIH et des présentations sur le CICR et ses activités au Burundi

 www.facebook.com/icrc

 twitter.com/CICR_fr

Délégation du CICR au Burundi
Route de l'Aéroport, Parcelle 3513
BP 3257 Bujumbura
Burundi
T (+257) 79 70 70 61 - 79 91 62 20 - 22 21 29 08
F (+257) 22 22 98 37
Email: buj_bujumbura@icrc.org



CICR

www.icrc.org
© CICR, mars 2017

Photos: Dieudonné Hakizimana et Vanessa Sharp/CICR

MISSION

Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.